



DÉLIBÉRATION N°047/2026

COMMUNE DE SAINTE BAZEILLE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT
LOT-ET-GARONNE

Séance du 20 Mai 2026

DATE DE LA CONVOCATION

13/05/2026

DATE D’AFFICHAGE

13/05/2026

NOMBRE DE CONSEILLERS : 23

EN EXERCICE : 23

PRÉSENTS : 19

PROCURATIONS : 4

VOTANTS : 23

L’an deux mille vingt-six, le vingt mai à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur MACHEFÉ Thomas.

Étaient présents : M. Mme MACHEFÉ Thomas, LABAR Thierry, BOSSOUTROT Élodie, RUCHAUD Sébastien, LABARRIÈRE Cindy, BOUSQUET Arnaud, LAMAZOU-LARESSE Brigitte, DUBREUIL Magali, LANZA Jacques, KIAM KIAM DELBOULBÉS Thomas, BARRERE Fabienne, SICHERRE Damien, BOUIC Jean Jacques, LECONTE François-Xavier, LIBOURNET Céline, LAGAÜZÈRE Gilles, BROUILLON Monique, FABRE Sylviane, JADAS Christian.

Formant la majorité en exercice.

Excusés : Mme DUCLOS Corinne, Mme BOUET Véronique, M. GADRAS Clément, Mme LOGER Valérie.

Absents :

Procurations : Mme DUCLOS Corinne à Mme LIBOURNET Céline
Mme BOUET Véronique à M. BOUIC Jean Jacques
M. GADRAS Clément à M. BOUSQUET Arnaud
Mme LOGER Valérie à M. Sébastien RUCHAUD

Madame LABARRIÈRE Cindy a été élue secrétaire de séance.

Présents : 19
Procurations : 4
Votants : 23

Pour : 23
Contre : 0
Abstention :

DÉLIBÉRATION N°047/2026 OBJET : DÉTERMINATION DES MODALITÉS D’EXERCICE DES DROITS A LA FORMATION DES ÉLUS MUNICIPAUX ET FIXATION DES CRÉDITS AFFECTÉS.

Vu les articles L 2123-12 à L 2123-14 ainsi que les articles R 1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal est appelé à délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre ; à ce propos, crédits qui constituent une dépense obligatoire pouvant justifier une saisine de la chambre régionale des comptes en cas d'insuffisance ou d'omission (art. L 1612-15). En outre, un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la commune doit être annexé au compte administratif et donner lieu à un débat annuel (art. L 2123-12).

Considérant par ailleurs que le droit à la formation en lien avec leur mandat est reconnu au bénéfice des membres du conseil municipal qui ont droit à un congé formation de 24 jours au total pour la durée de leur mandat, quel que soit le nombre de mandats détenus et qui ont la qualité de salarié ;

Considérant que les frais de formation incluant les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement, et constituent une dépense obligatoire de la commune dès lors que l'organisme dispensateur est agréé par le ministère des collectivités territoriales ;

Considérant que les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation sont compensées par la commune dans la limite de 21 jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure ;

Considérant que, par ailleurs, le montant prévisionnel des dépenses de formation des élus ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal, sans que le montant réel des dépenses de formation ne puisse excéder 20 % du même montant ;

Considérant que les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions, qui plus est, une formation est obligatoirement organisée dès la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation,

Considérant la volonté de la municipalité d'organiser au moins une formation annuelle, afin d'enrichir les connaissances des élus.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

Décide d'inscrire à compter du budget principal de l'exercice 2027, une enveloppe annuelle dédiée à la formation des élus municipaux égale à 7 % du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux membres du conseil municipal.

Le montant réel de ces dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant.

Précise que les formations relatives à l'exercice du mandat doivent être dispensées par un organisme agréé par le ministre des collectivités territoriales et que la prise en charge de la formation des élus sera subordonnée à une demande préalable de remboursement précisant l'objet de la formation et

AR Prefecture

047-214702334-20260521-047_2026-DE

Reçu le 21/05/2026

l'adéquation avec les fonctions électives exercées pour le compte de la collectivité, ainsi qu'à la fourniture d'un état des justificatifs de dépenses ;

Précise que les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'auront pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits seront affectés en totalité au budget de l'exercice suivant, sans pouvoir être reportés au-delà de l'année au cours de laquelle interviendra le renouvellement de l'assemblée délibérante.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET ANS SUSDITS.

Certifié exécutoire compte tenu du dépôt en Préfecture le 21/05/2026 et de l'affichage en date du 21/05/2026 d'une durée de deux mois conformément aux indications portées ci-dessus.

La secrétaire de séance,
Cindy LABARRIÈRE

Le Maire,
Thomas MACHEFÉ



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de transmission en Préfecture.

AR Prefecture

047-214702334-20260521-047_2026-DE
Reçu le 21/05/2026